

NEWSLETTER

A DESTINATION DES ELUS

AU SOMMAIRE DE CE NUMERO :

Conseil Médical

Formation plénière / restreinte

- Mardi 11 mars
- Mardi 14 avril
- Mardi 27 mai

Comité Social Territorial

- Mercredi 26 mars (date limite de dépôt des dossiers : le 12 mars)

Concours et Examens Professionnels

https://www.cdg87.fr/concours_calendrier_preinscription.php

Retrouvez nous :



Centre
Départemental
de Gestion de la
Haute-Vienne
CDG 87



cdg87.fr



Mag RH

• LES CHANTIERS EN COURS

- La protection sociale complémentaire : risque santé
- Adhésion au nouveau contrat d'assurance statutaire 2025-2028
- Le nouveau dispositif d'adhésion au service des missions temporaires
- La prestation paies à façon

• FOCUS...

- Déclaration Obligatoire d'Emploi des Travailleurs Handicapés (DOETH)
- Réduction de l'indemnisation durant les congés de maladie ordinaire (CMO)
- Conseil médical : cas de saisines et actions de l'employeur
- Journée Nationale de l'Audition le 13 mars
- Fonds National de Prévention : dispositif de remboursement des matériels à visée de prévention des risques professionnels

• INFORMATIONS JURIDIQUES

- Décret du 30 décembre 2024 étendant le bénéfice du temps partiel aux agents contractuels et fonctionnaires à temps non complet

• LE CDG 87 A VOS CÔTES

- Bilan des formations des secrétaires généraux de mairie remplaçants 2024
- Retour sur le webinaire "handicap et travail"
- Ateliers "Entretien et hygiène des locaux"
- Forum de l'emploi public

LES CHANTIERS EN COURS

LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE : RISQUE SANTE

Les employeurs publics territoriaux sont tenus, au même titre que pour la prévoyance, de contribuer de manière obligatoire au financement des garanties d'assurance de la protection sociale complémentaire (PSC) souscrites par leurs agents, afin de couvrir **les risques liés à la santé**.



À compter du **1er janvier 2026**, cette contribution au titre du volet SANTÉ sera obligatoire et s'élèvera à **un montant minimum de 15 € brut par mois par agent**, soit un total de 180 € par an.

Ces garanties auront pour objet de couvrir les frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident (soins courants, médicaments, hospitalisation, frais dentaires, équipement optique, aides auditives, actes de prévention,...).

Le CDG 87 procédera, au printemps 2025, à une consultation afin de sélectionner un organisme d'assurance capable de proposer aux employeurs des garanties d'assurance collective protectrices pour leurs agents, y compris les agents retraités.



COMMENT INTÉGRER LA CONSULTATION ?

Le CDG 87 doit avoir une vision d'ensemble du nombre potentiel d'agents et d'ayants droit à assurer, afin de négocier et d'aboutir à un contrat répondant au mieux à vos besoins. Le CDG doit donc connaître votre intention de participer à la procédure visant à la conclusion de la convention de participation, ainsi que vos données statistiques.

Pour participer à cette consultation, merci de bien vouloir transmettre à l'adresse psc@cdg87.fr, les documents accessibles sur le site internet du CDG 87, à l'aide du QRCode ci-après :



Bien entendu, l'équipe du CDG 87 reste disponible pour tout complément :

- Clara PEYNAUD : psc@cdg87.fr et/ou 06 30 07 88 52
- Françoise COUTY : francoise.couty@cdg87.fr et/ou 05 55 30 08 40
- Caroline FRITZ : caroline.fritz@cdg87.fr et/ou 05 55 30 08 40

Pôle Administration Générale
Tel : 05.55.30.08.40

ADHÉSION AU NOUVEAU CONTRAT D'ASSURANCE STATUTAIRE 2025-2028

En application du Code de la commande publique, et afin de renouveler son marché d'assurance statutaire dont la date d'échéance était fixée au 31 décembre 2024, le CDG 87 a lancé une procédure de mise en concurrence pour mettre en place un nouveau contrat groupe d'assurance conclu pour une période maximale de 4 ans, **du 01/01/2025 au 31/12/2028**.

Le CDG 87 a retenu l'offre la plus avantageuse selon les critères d'attribution définis lors de la consultation. Le marché d'assurance a été attribué à : **CNP Assurances / Relyens** (gestionnaire du contrat)

COMMENT ADHÉRER AU CONTRAT GROUPE ?



Si vous souhaitez adhérer au contrat groupe d'assurance statutaire, vous trouverez sur le site du CDG 87 un modèle de délibération ainsi qu'une convention de gestion. Nous vous encourageons à nous les transmettre dès que possible afin d'éviter toute interruption entre les différents contrats d'assurance. Une fois votre délibération transmise, nous vous transmettrons un formulaire d'adhésion.

Nous attirons votre attention sur le fait que les adhésions ne seront effectives qu'une fois que la collectivité / établissement public aura complété le formulaire en ligne :

- Expéditeur : CDG87.adhesion-en-ligne.contrat-groupe@relyens.eu
- Objet : **Adhérer au contrat groupe - RAISON SOCIALE**

Quelques chiffres :

- **66,40 %** des collectivités ont confié un mandat au CDG 87?
- Parmi celles qui ont mandaté le CDG, **66,46 %** ont exprimé leur souhait de rejoindre le contrat groupe.

Pôle Administration Générale
Service comptabilité
Tel : 05.55.30.08.40



LE NOUVEAU DISPOSITIF D'ADHESION AU SERVICE DES MISSIONS TEMPORAIRES

Pour les collectivités qui n'auraient pas encore eu la possibilité de délibérer sur les nouvelles dispositions, il est important de le prévoir afin que le CDG 87 puisse vous proposer des agents remplaçants en cas de besoin. Cette procédure ne vous engage aucunement si vous ne souhaitez pas recourir au Service mais elle permet d'anticiper vos demandes d'intervention et ainsi **éviter des démarches effectuées dans l'urgence**.

Les modèles de délibération et la convention cadre d'adhésion sont disponibles sur le site du CDG 87 sur le lien suivant : https://cdg87.fr/emploi_recruiter_remplacement.php. Pour toute demande, s'adresser auprès des agents du service par mail missions.temporaires@cdg87.fr ou par téléphone au 05 55 30 08 44.

Pôle Prestations RH, Emploi et Compétences
Service Missions Temporaires
05.55.30.08.44

RAPPEL CONCERNANT LA PRESTATION PAIE À FAÇON

Le CDG 87 propose une nouvelle prestation intitulée « **Paie à façon** ». Cette prestation sera lancée dans un premier temps en avril pour les collectivités volontaires utilisant déjà le logiciel JVS. Par la suite, elle sera étendue aux collectivités dotées d'un autre logiciel de paie et de comptabilité.

S'agissant d'une mission facultative du CDG 87, l'adhésion se fait sur la base du volontariat et nécessite les documents suivants :

1. **Une délibération du conseil** (municipal, communautaire, etc.).
2. **Une convention** avec le CDG 87 dont un modèle est accessible sur le site internet du CDG.

La tarification annuelle sera dégressive suivant le nombre de bulletins établis par collectivité :

- 1 à 10 agents : 100 €
- 11 à 30 agents : 200 €
- 51 à 100 agents : 750 €
- Plus de 100 agents : coût en fonction de la reprise à effectuer (Maximum 10€ /agents)

+ 7 € par mois par bulletin réalisé.

Pôle Administration Générale
Service Comptabilité
Tel : 05.55.30.08.47

FOCUS

DÉCLARATION OBLIGATOIRE D'EMPLOI DES TRAVAILLEURS HANDICAPÉS (DOETH)

La campagne de déclaration 2025 pour l'année 2024 est ouverte depuis le 1er février et se clôturera au 30 avril 2025



Chaque année, les employeurs publics qui emploient au moins 20 équivalents temps plein (ETP) et ceux ayant reçu une lettre d'appel, doivent effectuer une déclaration auprès du FIPHFP dans le cadre de leur obligation d'emploi des travailleurs handicapés.

Nous vous rappelons qu'un interlocuteur privilégié du FIPHFP a été désigné au sein du CDG 87 ; il peut vous apporter tous les renseignements utiles sur la DOETH mais aussi sur les aides existantes.

N'hésitez pas à contacter Stéphanie NICAUD au [05.55.30.08.54](tel:05.55.30.08.54) ou par courriel : stephanie.nicaud@cdg87.fr

Pôle Prévention et Santé au Travail
Correspondante FIPHFP
Tel : 05.55.30.08.54



Soyez vigilants face aux

démarchages frauduleux liés à l'OETH !

Depuis quelques mois, des employeurs publics assujettis à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés ont été démarchés par des individus prétendument commerciaux de structures du secteur protégé (entreprises adaptées et ESAT).

Ces individus contactent les employeurs par téléphone pour les inciter à passer au plus vite des commandes de fournitures diverses avec des structures du secteur protégé afin de limiter leur contribution au FIPHFP.

RÉDUCTION DE L'INDEMNISATION DURANT LES CONGÉS DE MALADIE ORDINAIRE (CMO)

L'article 189 de la loi n°2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 ainsi que le décret n°2025-197 du 27 février 2025 réduisent l'indemnisation des agents publics en congé de maladie ordinaire (CMO) de 100% à 90% du traitement, comme suit :

- Pour les agents fonctionnaires :
 - Pendant les 3 premiers mois : maintien de **90% du traitement** (contre 100% jusqu'à présent),
 - Pendant les 9 mois suivants : maintien de 50 % du traitement (inchangé)
- Pour les agents contractuels :
 - Après quatre mois de service, **un mois à 90% de son traitement** et un mois à demi-traitement ;
 - Après deux ans de services, **deux mois à 90% de son traitement** et deux mois à demi-traitement ;
 - Après trois ans de services, **trois mois à 90% de son traitement** et trois mois à demi-traitement.

La modification s'applique aux congés de maladie accordés à compter du premier jour du mois suivant la publication de la loi, c'est-à-dire **le 1er mars 2025**.

Cette diminution **influe sur les autres éléments de rémunération** qui sont versés dans les mêmes proportions que le traitement, à l'exception du SFT. Le jour de carence est maintenu.

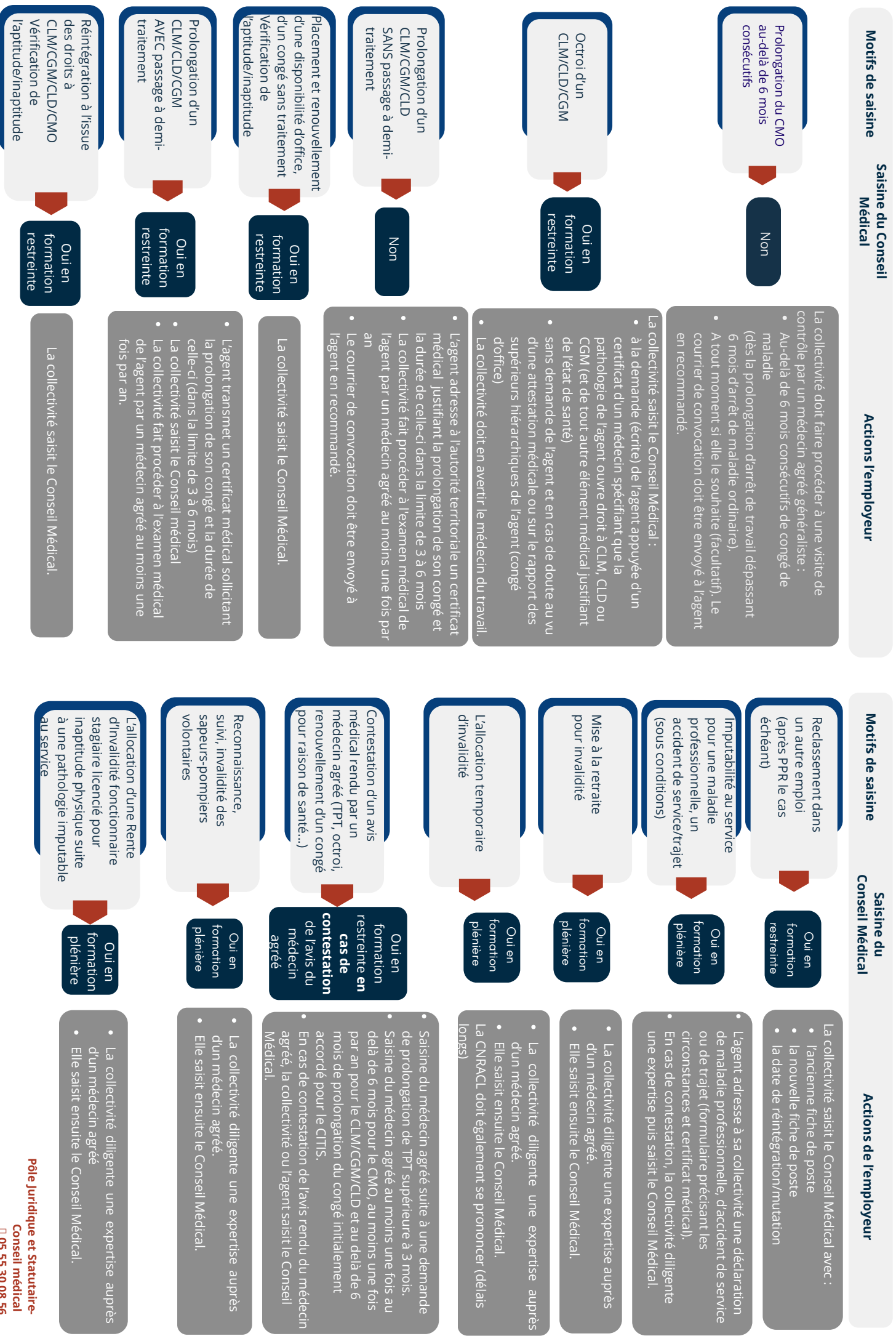
NB : les congés de longue maladie, grave maladie et longue durée et le congé pour invalidité temporaire imputable au service ne sont pas impactés. Les règles de rémunération restent inchangées.

La réforme s'applique à tous les agents publics (contractuels et fonctionnaires titulaires ou stagiaires, à temps complet, temps non complet et temps partiel).

En application du principe de parité avec la fonction publique d'Etat qui prévoit que le régime indemnitaire suit le sort du traitement en cas de congé de maladie ordinaire, les collectivités territoriales et établissements publics ne peuvent prévoir un régime plus favorable. Une délibération **ne peut donc plus prévoir un maintien du régime indemnitaire à 100 % pendant les 3 premiers mois du congé de maladie ordinaire**.

Les modèles d'arrêtés actualisés sont disponibles sur le site internet du CDG.

CONSEIL MÉDICAL : CAS DE SAISINE ET ACTIONS DE L'EMPLOYEUR



JOURNÉE NATIONALE DE L'AUDITION LE 13 MARS

Préserver l'audition des agents : un enjeu de santé publique

La Journée Nationale de l'Audition, qui se tiendra le 13 mars 2025, est l'occasion idéale pour sensibiliser les agents des collectivités à l'importance de leur santé auditive.

Bruit au travail, nuisances sonores ou équipements inadaptés peuvent affecter durablement leur audition et leur qualité de vie. 6 actifs sur 10 déclarent être gênés par le bruit sur leur lieu de travail.

Le CDG 87 peut vous accompagner dans la prévention de ce risque. Protéger l'audition des agents, c'est garantir leur santé, leur bien-être et leur efficacité au quotidien.

Sachez que des financements existent pour l'acquisition d'aides auditives, vous pouvez contacter la correspondante FIPHFP du CDG 87.



Pôle Prévention et Santé au Travail
Service prévention
Tél : 05.55.30.08.54

DISPOSITIF DE REMBOURSEMENT D'ACHAT DES MATÉRIELS À VISÉE DE PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS PROPOSÉ PAR LE FONDS NATIONAL DE PRÉVENTION DE LA CNRACL

Ce dispositif est notamment ouvert aux **employeurs territoriaux immatriculés CNRACL de moins de 50 affiliés**. Il est ouvert une fois par employeur (toutes années confondues). **Il permet le remboursement partiel du financement de tout type de matériel ayant trait à la prévention des risques professionnels** acquis au bénéfice de vos agents durant l'exercice précédent et/ou en cours au moment du dépôt de votre demande.

Il n'y a **pas de liste exhaustive de matériel éligible au remboursement proposé**. Ce matériel doit cependant être identifié comme utile à la prévention des risques professionnels et être en lien avec votre Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels (DUERP).

Le remboursement vise à **couvrir 80% de la dépense réalisée** et est **plafonné à 3 000€ TTC**. Il sera minoré de 50 % pour les employeurs ayant moins de 50 % de leurs effectifs affiliés à la CNRACL.

Les demandes sont à effectuer :

- Sur le site Mes démarches simplifiées : [FNP CNRACL : Accompagnement financier en matériel · demarches-simplifiees.fr](https://fnp-cnrACL.fr/accueil)
- Depuis la plateforme employeurs PEP's via le service "Remboursement matériel FNP-CNRACL, dans la thématique Subventions : <https://plateforme-employeurs.caissedesdepots.fr/espace-prive/plateforme/#/public/accueil>

Pour toute question ou demande de précisions : contact-fnp@caissedesdepots.fr

Le service prévention du CDG 87 reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Pôle Prévention et Santé au Travail
Service prévention
Tél : 05.55.30.08.54

INFORMATIONS JURIDIQUES

ETENDUE DU BÉNÉFICE DU TEMPS PARTIEL AUX AGENTS CONTRACTUELS ET AUX FONCTIONNAIRES À TEMPS NON COMPLET

Depuis le 1er janvier 2025, le décret n° 2024-1263 du 30 décembre 2024 a assoupli les conditions d'accès au temps partiel pour les fonctionnaires occupant un emploi à temps non complet ainsi que pour les agents contractuels.

Désormais les fonctionnaires territoriaux à temps non complet et les agents contractuels à temps non complet peuvent bénéficier d'un service à temps partiel sur **autorisation**, dont la durée est égale à 50 %, 60 %, 70 %, 80 % ou 90 % de la durée hebdomadaire que les agents à temps plein exerçant les mêmes fonctions doivent effectuer.

Dans le même sens, l'autorisation d'accomplir un service à temps partiel de droit, selon les quotités de 50 %, 60 %, 70 % ou 80 % de la durée hebdomadaire du service peut désormais être accordée de **plein droit aux agents contractuels** :

- A l'occasion de chaque naissance jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant ou de chaque adoption jusqu'à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'arrivée au foyer de l'enfant adopté ;
- Pour donner des soins à leur conjoint, à un enfant à charge ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, ou victime d'un accident ou d'une maladie grave ;
- Pour l'une des catégories mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10°, 11° de l'article L. 5212-13 du code du travail, après avis du médecin du travail.

Le texte supprime également la condition d'ancienneté d'un an pour les agents contractuels souhaitant bénéficier d'un temps partiel de droit ou sur autorisation.

NB : Pour les fonctionnaires et agents contractuels à temps non complet, l'application de la quotité de temps de travail à temps partiel devra s'appliquer sur la durée de l'emploi qui a été définie par la délibération créant l'emploi.

Pôle Juridique et Statutaire
Service Gestion des Carrières
☎ 05.55.30.08.45/55

LE CDG87 À VOS COTÉS

BILAN DES FORMATIONS DES SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX DE MAIRIE REMPLAÇANTS 2024

Sur 24 stagiaires formés en 2024, 3 ont été recrutés en collectivités, 19 sont encore en remplacement, 2 partis dans le privé.

Une nouvelle session est en cours d'organisation pour la période du 10 avril au 30 juin prochain.

A l'issue des étapes de recrutement, le CDG 87 sélectionnera 16 personnes pour cette formation. Celle-ci sera composée en alternance de 18 jours de théorie et 17 jours de pratique en collectivité.

Pour le stage pratique, nous sommes toujours à la recherche de secrétaires généraux de mairie en poste pour le tutorat. Pour ceux et celles qui sont intéressés par la transmission de leurs savoirs, n'hésitez pas à contacter le service par téléphone ou par mail : missions.temporaires@cdg87.fr.

**Pôle Prestations RH, Emploi et Compétences
Service Missions Temporaires
05.55.30.08.44**

RETOUR SUR LE WEBINAIRE "HANDICAP ET TRAVAIL"

Dans le cadre du partenariat avec le FIPHFP, le service Maintien en Emploi du CDG 87 a animé une sensibilisation au handicap à destination des employeurs territoriaux, co-construite avec les CDG 19 et 23. Deux sessions du webinaire d'une durée de 1h30 ont eu lieu les 9 et 12 décembre 2024.

Des rappels sur la **notion de handicap** et la **démarche d'accompagnement au maintien en emploi** ont été réalisés. Puis 3 exemples d'accompagnements réussis ont été évoqués. Les intervenants ont ensuite présenté une « **boîte à outils** » mobilisable par les collectivités et/ou par les CDG. En fin de présentation, les participants ont pu poser leurs questions.

A noter que les participants semblent avoir apprécié ce nouveau format de communication numérique à distance ayant pour but de permettre aux intéressés d'assister plus facilement à l'évènement.

Pour aller plus loin :

- *Concernant la Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé (RQTH), un accompagnement est possible au CDG 87 par la psychologue du travail. Les agents peuvent la solliciter directement afin d'être informés et accompagnés dans leur démarche de reconnaissance du handicap. La psychologue, informera le médecin du travail référent de la collectivité qu'une démarche est en cours.*
- *Le CDG met à votre disposition une plaquette d'information sur la RQTH disponible en scannant le QR Code ci-contre.*
- *Pour des informations plus générales, vous pouvez également consulter le site <https://travail-emploi.gouv.fr/la-reconnaissance-de-la-qualite-de-travailleur-handicape-rqth>.*



**Pôle Prévention et Santé au Travail
Service Maintien dans l'Emploi
Tél : 05.55.30.08.49/63**

ATELIERS "ENTRETIEN ET HYGIÈNE DES LOCAUX"

Dans la continuité des années passées, le CDG 87 souhaite accompagner les collectivités et établissements affiliés, dans leur démarche de prévention des risques professionnels, notamment au travers de matinées de prévention.

Ainsi, le Pôle Prévention et Santé au Travail, en partenariat avec l'EHPAD Les Pins de Saint-Laurent-sur-Gorre, organise des matinées de prévention, sous la forme d'ateliers, sur le **thème de l'entretien et l'hygiène des locaux**.

3 matinées seront organisées dans 3 collectivités différentes de la Haute-Vienne, réparties pour couvrir l'ensemble du territoire :

- **Mardi 25 mars** à SEREILHAC,
- **Lundi 31 mars** à EYMOUTIERS,
- **Jeudi 3 avril** à BESSINES-SUR-GARTEMPE.

Ces matinées s'adressent aux agents d'entretien et à leurs responsables de service.



Pôle Prévention et Santé au Travail
Service prévention
Tél : 05.55.30.08.54

FORUM DE L'EMPLOI PUBLIC



Le CDG87 participera à la 4ème édition de la Quinzaine de l'Emploi Public qui se déroulera du 17 au 28 mars 2025. A cette occasion, plusieurs événements seront organisés :

Un forum de l'emploi public

Le 25 mars 2025 9h00 à 16h00

Lieu : CONDAT-SUR-VIENNE / salle Confluence
(ouvert à tout public)

Au programme :

- une présentation des missions et métiers des 3 versants de la fonction publique,
- des stands d'informations des organismes publics présents,
- des entretiens flashs avec des conseillers mobilité-carrière des 3 fonctions publiques (destinés uniquement aux fonctionnaires, sur inscription).

Une réunion d'information sur les missions et métiers de la Fonction Publique Territoriale,

en partenariat avec les Espaces Régionaux d'Information de Proximité (ERIP) de la Haute-Vienne.

3 sites :

- SAINT-JUNIEN : le **17 mars 2025** (14h00-16h30)
- SAINT-YRIEIX-LA-PERCHE : le **18 mars 2025** (9h30-12h00)
- AMBAZAC : le **21 mars 2025** (9h30-12h00)

Pôle Prestations RH, Emploi et Compétences
Service Emploi
05.55.30.08.65

LE CENTRE DE GESTION AU SERVICE DES COLLECTIVITES

